

**Convention collective**

**IDCC : 9081. – EXPLOITATIONS ET ENTREPRISES AGRICOLES  
(Ardennes)  
(22 octobre 1980)**

(Etendue par arrêté du 29 juillet 1981,  
*Journal officiel* du 5 septembre 1981)

---

**AVENANT N° 89 DU 28 JANVIER 2014**

NOR : AGRS1497231M  
IDCC : 9081

---

Entre :

La FDSEA ;

Le syndicat régional des horticulteurs, maraîchers et pépiniéristes de Champagne-Ardenne ;

Le syndicat des entrepreneurs des territoires de la Marne et des Ardennes ;

La FD CUMA,

D'une part, et

L'UD CGT-FO ;

L'UD CFTC ;

L'UD CFDT ;

Le SNCEA CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

*Modification de la garantie invalidité*

Les deuxième et troisième alinéas du point II « Garantie invalidité » de l'article 45.1 « Régime de prévoyance des salariés non cadres » sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes :

« Cette rente complémentaire est égale à 30 % du salaire brut.

Elle est versée mensuellement dès la date de reconnaissance de l'incapacité permanente par le régime de base, et ce aussi longtemps que le bénéficiaire perçoit une pension de la MSA et au plus tard jusqu'à la liquidation de la pension de vieillesse à taux plein. Elle est suspendue si la MSA suspend le versement de sa propre pension.

Le salaire brut pris en compte pour le calcul de la rente correspond au douzième des salaires bruts perçus par le salarié au cours des 12 mois civils précédant la date de l'arrêt de travail.

La rente complémentaire ne peut se cumuler avec les indemnités journalières que le salarié percevait avant la décision de la MSA au titre de l'incapacité temporaire prévue dans le présent régime.

En tout état de cause, le total des prestations perçues au titre des régimes de base et du présent régime de prévoyance ne peut excéder le salaire net perçu par le salarié en activité. »

Le cinquième alinéa du point II « Garantie invalidité » de l'article 45.1 « Régime de prévoyance des salariés non cadres » est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Les rentes complémentaires sont revalorisées selon les mêmes modalités que les pensions et rentes du régime de base.

Les modifications susmentionnées prennent effet pour toute reconnaissance d'une incapacité permanente de travail survenue à compter de la date d'entrée en vigueur du présent avenant. »

## Article 2

### *Modification des taux de cotisation*

Le 1.2 « Taux de cotisation et répartition » du 1 « Cotisations » du paragraphe V « Dispositions communes » de l'article 45.1 « Régime de prévoyance des salariés non cadres » de la convention collective est abrogé et remplacé par le suivant :

#### « 1. Cotisations

##### 1.2. Taux de cotisation et répartition

Pour tous les employeurs et les salariés, le taux global des cotisations destinées au financement des prestations est de 1,48 %, ainsi réparti :

- les cotisations dues pour le financement de la garantie légale résultant de l'article L. 1226-1 du code du travail sont financées par une cotisation de 0,22 % à la charge exclusive de l'employeur ;
- au-delà, les garanties décès, incapacité-invalidité sont financées à hauteur de 70 % à la charge des employeurs, soit 0,88 %, et de 30 % à la charge des salariés, soit 0,38 %.

#### Détail des cotisations par garantie et répartition employeur/salarié

*(En pourcentage.)*

GARANTIE	TOTAL	EMPLOYEUR	SALARIÉ
Décès	0,40	0,40	–
Incapacité temporaire de travail :			
– mensualisation	0,22	0,22	–
– relais mensualisation	0,52	0,14	0,38
Invalidité	0,34	0,34	–
Total	1,48	1,10	0,38

En sus de ces cotisations, l'employeur versera une cotisation de 0,13 % exclusivement à sa charge et destinée au financement de l'assurance des charges sociales patronales. »

## Article 3

### *Portabilité*

Il est ajouté un point au 1 « Cotisations » du paragraphe V « Dispositions communes » de l'article 45.1 « Régime de prévoyance des salariés non cadres », rédigé de la façon suivante :

#### « 1.4. Portabilité légale

Les salariés bénéficient des dispositions légales sur le maintien des garanties de protection sociale complémentaire en cas de cessation du contrat de travail ouvrant droit à prise en charge par le

régime d'assurance chômage selon les conditions définies par les textes légaux, et ce à compter de la date fixée par la loi.

Pour bénéficier de la portabilité des droits, l'assuré doit fournir le justificatif de versement des allocations chômage du mois correspondant à celui pour lequel les prestations demandées sont dues. »

#### **Article 4**

##### *Extension, entrée en vigueur et dépôt*

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant.

Celui-ci entrera en vigueur au premier jour du trimestre civil qui suit la publication de l'arrêté d'extension au *Journal officiel*, sauf l'article 3 qui entrera en application au moment de l'entrée en vigueur des dispositions légales auxquelles cet article fait référence.

Il sera déposé à la DIRECCTE de Champagne-Ardenne, unité territoriale des Ardennes, service de l'inspection du travail agricole, à Charleville-Mézières.

Fait à Charleville-Mézières, le 25 février 2014.

(Suivent les signatures.)